

Tomorrow's Europe

Le tout premier sondage délibératif[®]
à l'échelle européenne

Du vendredi 12 au dimanche 14 octobre 2007



TOMORROW'S
Europe

www.tomorrowseurope.eu

Tomorrow's Europe

Le tout premier sondage délibératif[®]
à l'échelle européenne

Du vendredi 12 au dimanche 14 octobre 2007



DOCUMENT
D'INFORMATION

Table des matières

Questions et réponses.....	4
Pourquoi une délibération sur le futur de l'Union européenne ?	4
Pourquoi le thème de « l'Europe dans le monde » ?	4
Quel est le but de ce document ?	4
Ce document est-il équilibré ?	4
L'Union européenne aujourd'hui	5
Carte de l'UE	5
Ce que l'UE fait et ne fait pas	8
Le budget de l'UE	9
Fonctionnement de l'UE – Principales institutions et processus de prise de décision.....	9
Thème 1 - Bien-être économique et social dans un monde de concurrence mondiale	11
Défis et opportunités - Emplois.....	11
Approches différentes - Emplois.....	12
Défis et opportunités - Pensions.....	14
Approches différentes - Pensions.....	15
Niveau d'action – Emplois et pensions.....	16
Thème 2 : Notre rôle dans le monde	18
Défis et opportunités – La paix et la sécurité mondiale.....	18
Approches différentes – La paix et la sécurité mondiale.....	20
Niveau d'action – La paix et la sécurité mondiale	23
Où puis-je trouver davantage d'informations et poser des questions ?	25
À propos du sondage délibératif®.....	26

Questions et réponses

Pourquoi une délibération sur le futur de l'Union européenne ?

Les pays de l'Union européenne (UE) sont confrontés à des opportunités et à des défis qui nécessitent des choix prudents. Notre objectif est de mieux comprendre ce que vous estimez que votre pays et/ou l'UE devrait faire dans cette perspective.

Par ailleurs, de nombreux européens ont l'impression qu'ils ne peuvent pas prendre part aux débats liés à l'UE, qui sont souvent perçus comme étant trop complexes et techniques. Notre objectif est de vous permettre d'exprimer une opinion forgée en toute connaissance de cause.

Les conclusions seront partagées avec des politiciens et des experts de toute l'Europe.

Pourquoi le thème de « l'Europe dans le monde » ?

Les 27 pays de l'UE représentent une partie importante de la population et des richesses mondiales. Leurs décisions ont des conséquences pour le monde entier. Par conséquent, il est important de mieux comprendre le rôle que les citoyens souhaitent voir endosser par leurs gouvernements et/ou l'UE sur la scène mondiale.

De même, les gouvernements européens finalisent à présent un accord sur les changements institutionnels communautaires. Suite à ce processus, il sera important qu'ils réfléchissent au rôle à long terme de l'Union dans le monde.

Quel est le but de ce document ?

Cette note donne un **aperçu** des thèmes que vous aborderez avec des citoyens issus d'autres pays de l'UE. Son but n'est pas de couvrir chaque aspect possible.

- Il fournit des informations sur l'UE.
- Il donne des **informations de base** sur chacun des thèmes qui seront abordés, d'abord au **niveau de votre pays**, ensuite au **niveau de l'UE**.
- Il présente diverses **possibilités d'approches politiques** concernant ces sujets, ainsi que des arguments pour et contre chaque approche. Ces approches sont simplifiées, étant donné que la diversité d'opinions exprimées aux quatre coins de l'Europe est trop vaste pour être présentée dans toute sa complexité. Cependant, ces approches ne visent pas à limiter les options, mais plutôt à entamer le dialogue. En considérant les arguments présentés, vous souhaitez peut-être choisir une approche entière ou combiner des éléments de diverses approches.

Ce document est-il équilibré ?

Il est difficile d'être totalement objectif. Néanmoins, nous avons fait tous les efforts possibles pour s'assurer qu'une grande diversité d'opinions sera représentée de manière égale dans ce document. Nous l'avons rédigé avec l'aide de bon nombre de nos partenaires, qui ont des avis divergents sur les thèmes abordés.

En outre, nous avons présenté le texte original aux Membres suivants du Parlement européen. Ils ont estimé qu'il était équilibré dans l'ensemble. Cette version finale comprend leurs commentaires et leurs amendements.

- Andrew Duff, Royaume-Uni, Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
- Jens-Peter Bonde, Danemark, Groupe pour l'indépendance et la démocratie
- Pierre Jonckheer, Belgique, Verts/Alliance libre européenne
- Pervenche Bérès, France, Parti socialiste européen

L'Union européenne aujourd'hui

L'Union européenne (« l'UE ») est une union des pays européens démocratiques.

Établie en **1957** en tant que Communauté économique européenne, elle a subi de nombreux changements et est connue sous le nom d'« Union européenne » depuis 1993. Le **nombre de ses membres** est passé de 6 fondateurs à 27 pays actuellement. Ce qu'elle peut décider (ses « compétences ») se sont aussi élargies.

Population totale : **492 millions d'habitants** (monde : 6,6 milliards).



Carte de l'UE



État membre	Population (en millions)	Taux de chômage (%)	IDH *	Pays qui utilisent l'euro
Belgique	10,5	7,6	0,945	€
Allemagne	82,5	6,7	0,932	€
France	60,9	8,6	0,942	€
Italie	58,8	6,5	0,940	€
Luxembourg	0,5	4,9	0,945	€
Pays-Bas	16,3	3,3	0,947	€
Danemark	5,4	3,4	0,943	
Irlande	4,2	4,0	0,956	€
Royaume-Uni	60,4	5,4	0,940	
Grèce	11,1	8,6	0,921	€
Espagne	43,8	8,2	0,938	€
Portugal	10,6	8,0	0,904	€
Autriche	8,3	4,5	0,944	€
Finlande	5,3	6,6	0,947	€
Suède	9,0	6,2	0,951	
République tchèque	10,3	6,1	0,885	
Estonie	1,3	4,7	0,858	
Chypre	0,8	4,4	0,903	
Lettonie	2,3	5,4	0,845	
Lituanie	3,4	5,8	0,857	
Hongrie	10,1	8,2	0,869	
Malte	0,4	6,4	0,875	
Pologne	38,1	11,2	0,862	
Slovaquie	5,4	10,5	0,856	
Slovénie	2,0	4,8	0,910	€
Bulgarie	7,7	4,9	0,816	
Roumanie	22,3	7,5	0,805	

Pays candidats				
Croatie	4,4	14,3%	0,846	
Turquie	72,5	10,2%	0,757	
Ancienne République Yougoslave de Macédoine	2,05	35,8%	0,796	

* **L'indice de développement humain**

L'IDH mesure les réalisations moyennes d'un pays dans trois aspects de base du développement humain : la santé, l'éducation et le niveau de vie. 1 est le niveau le plus élevé et 0 est le plus bas.

Pourquoi et quand le processus de la construction européenne a-t-il commencé ?

Après la première et la seconde guerre mondiale, certains dirigeants européens étaient déterminés à **mettre fin à la haine et à la rivalité** en Europe – tout particulièrement entre la France et l'Allemagne – et ainsi créer des conditions de paix durable.

En 1950, le ministre des Affaires étrangères français a proposé d'établir une Communauté européenne du charbon et de l'acier qui **transformerait les matières premières de la guerre en instruments de réconciliation** et qui pousserait les nations européennes à coopérer.

Dates importantes

- 1951 La **Communauté européenne du charbon et de l'acier** est établie par **6 pays** : la France, l'Allemagne de l'Ouest, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg.
- 1957 Le **Traité de Rome** donne naissance à la Communauté économique européenne. Au sein de ce « Marché commun », les frais de douane sont abolis (1968) et des politiques communes, notamment sur le commerce et l'agriculture, sont mises en place (années 1960).
- 1973 Le Danemark, l'Irlande et le Royaume-Uni deviennent membres.
- 1979 Premières élections directes du Parlement européen.
- 1981 La Grèce devient membre.
- 1986 L'Espagne et le Portugal deviennent membres.
- 1986 L'Acte unique européen libéralise la circulation des personnes, des services et des capitaux en plus des marchandises. Il marque le début d'un programme de six ans visant à créer un **marché unique** *.
- 1993 Le marché unique est réalisé et l'**UE est établie**. De nouvelles coopérations entre les États membres se sont progressivement développées – par exemple au sujet de la défense, de la justice et des affaires intérieures.
- 1995 L'Autriche, la Finlande et la Suède deviennent membres.
- 2002 L'**euro** est introduit dans 12 pays.
- 2004 La République tchèque, l'Estonie, Chypre, le Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovaquie et la Slovénie deviennent membres.
- 2005 La France et les Pays-Bas rejettent par référendum la Traité établissant une Constitution européenne. Ouverture des négociations d'adhésion avec la Turquie.
- 2007 La Roumanie et la Bulgarie deviennent membres.

* Le marché unique

Il s'agit d'une union des douanes qui est supposée garantir la liberté de mouvement des personnes, des biens, des services et des capitaux entre les pays de l'UE. Ce qui signifie :

- Pour les individus : le droit de vivre, de travailler, d'étudier ou de s'installer librement dans un autre pays de l'UE, ainsi que le libre accès aux biens et aux services de toute l'UE.
- Pour les entreprises : le droit de faire des affaires partout dans l'UE et de vendre des biens et des services à l'échelle de l'UE.

Ce que l'UE fait et ne fait pas

L'UE n'est pas un état fédéral (comme les États-Unis), ni simplement une organisation de coopération internationale (comme les Nations Unies). Ses États membres ont instauré des **institutions communes auxquelles ils délèguent une partie de leur souveraineté** afin de prendre ensemble, et démocratiquement, des décisions sur des sujets particuliers d'intérêt commun au niveau européen. Au sein de l'UE, il existe aujourd'hui **cinq types de compétences**.

Diverses questions sont décidées de plusieurs manières. En effet, certaines décisions sont prises collectivement par l'UE, tandis que d'autres sont prises avec divers degrés de coordination. D'ailleurs, dans certains domaines, l'UE ne joue aucun rôle du tout. Le tableau ci-dessous tente de résumer cette situation.

Environ 80 % de la législation des États membres est influencé par l'UE.

Approche 1 Prise de décision communautaire collective		Approche 2 Vitesse multiple/flexible	Approche 3 Support, coordination, action complémentaire	Approche 4 Pas de rôle de l'UE
Compétence exclusive	Compétence partagée			
Les États membres BONDE transfèrent à l'UE le pouvoir de décider et de statuer et ils ne peuvent pas légiférer dans les domaines concernés.	Les États membres comptent sur l'UE pour harmoniser et coordonner leurs réglementations lorsqu'ils estiment que ce processus est plus efficace qu'une action séparée. Une compétence partagée signifie que lorsque l'UE agit, elle remplace les États membres.	Un sous-ensemble de pays de l'UE peut faire appel aux institutions de l'UE pour donner suite à certaines questions. On connaît se processus sous le nom de coopération « améliorée ». Certains pays ont aussi obtenu que certaines règles ne s'appliquent pas à eux. On connaît se processus sous le nom d'« <i>opting out</i> ».	Les États membres sont essentiellement responsables, le rôle de l'UE étant limité au support, à la coordination ou à l'apport d'une contribution à une action entreprise par les États membres.	Les États membres décident par eux-mêmes, sans obligation de coordonner ou de prendre des décisions communes.

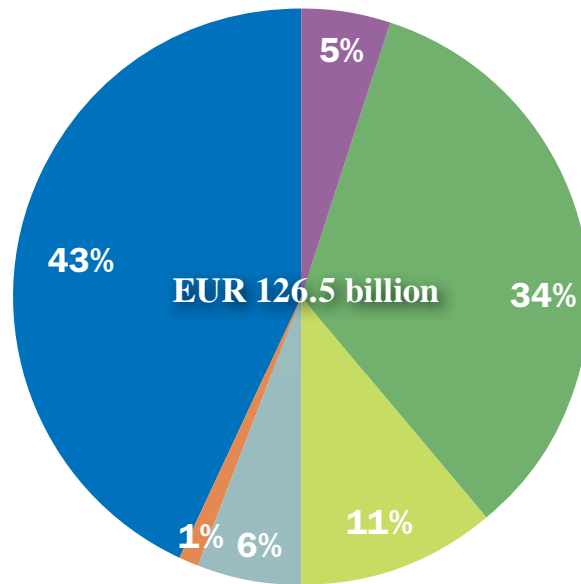
Situation actuelle (exemples)

<ul style="list-style-type: none"> ● Règles en matière de concurrence ● Politique commerciale ● Union douanière ● Politique monétaire pour les pays qui ont adopté l'euro 	<ul style="list-style-type: none"> ● Marché unique ● Politique régionale ● Agriculture ● Environnement ● Protection des consommateurs ● Transport ● Énergie ● Sécurité et justice 	<ul style="list-style-type: none"> ● L'Eurozone (13 pays) ● L'accord de Schengen, principalement concernant le contrôle des frontières (15 pays). ● Certains pays ont choisi de ne pas adhérer aux règles en matière de temps de travail, de visas et de politique de défense. 	<ul style="list-style-type: none"> ● Recherche ● Emploi ● Santé ● Éducation ● Politique étrangère ● Pensions ● Santé 	<ul style="list-style-type: none"> ● Tout autre domaine, comme par exemple ● Logement ● Politiques familiales
---	---	---	---	--

Le budget de l'UE

L'UE finance ses politiques grâce à un budget annuel d'environ 120 milliards d'euros, versé en grande partie par les États membres. Aucune taxe communautaire n'a été appliquée jusqu'ici. Actuellement, il représente seulement un peu plus d'un pour cent du revenu intérieur brut combiné des pays (en comparaison, remarquez que les budgets nationaux des États membres représentent entre 32 et 50 % de leur revenu intérieur).

Graphique 1 – De quelle manière est dépensé le budget (2007)



- Politique régionale et de cohésion, recherche, innovation, emploi, énergie
- Politique de voisinage, aide au développement, soutien aux pays candidats
- Santé, éducation, culture, droits des consommateurs, médias, jeunesse
- Politique agricole commune
- Environnement, pêche, développement rural
- Autres dépenses, y compris les frais d'administration

Fonctionnement de l'UE – Principales institutions et processus de prise de décision

Le Conseil des ministres de l'UE

Le Conseil représente les États. Il s'agit du principal organe de prise de décision de l'UE, il adopte la législation communautaire proposée par la Commission européenne. Lorsqu'il réunit les chefs d'États ou les gouvernements, il devient le « Conseil de l'Europe », dont le rôle est de conférer un pouvoir politique à l'UE sur des sujets clés.

Le Parlement européen

Les membres du Parlement européen sont directement élus par les citoyens de chaque pays, et ce, tous les cinq ans, simultanément dans tous les pays. L'actuel Parlement compte 785 membres issus des 27 pays de l'UE. Les prochaines élections auront lieu en juin 2009.

Son rôle principal est de voter des lois européennes et d'approuver le budget annuel de l'UE.

Il partage ces responsabilités avec le Conseil de l'UE.

Les décisions sont-elles prises à la majorité ou à l'unanimité ?

Dans la plupart des domaines où la compétence est partagée entre les États membres (voir tableau p.8), les décisions sont prises à la majorité, mais il ne s'agit pas d'une majorité simple de 50 % des pays. Dans ce système – appelé **vote à la majorité qualifiée**, des accords doivent être acceptés par une majorité importante de pays et de la population qu'ils représentent.

L'**unanimité**, lorsque l'accord de chaque pays est nécessaire, est requise principalement pour des domaines sensibles, comme la taxation, la politique sociale, la défense, la politique étrangère et la révision des traités communautaires.

De quelle manière le Parlement européen et le Conseil des ministres « décident-ils ensemble » ?

Les lois communautaires sont votées conjointement par le Conseil et le Parlement européen.

Conformément à cette procédure de **'co-décision'**, le Parlement est sur un même pied d'égalité que le Conseil lorsqu'il légifère sur toute une série de thèmes, comme la liberté de mouvement des travailleurs, le marché unique, l'éducation, l'environnement, la santé, la protection du consommateur, etc.

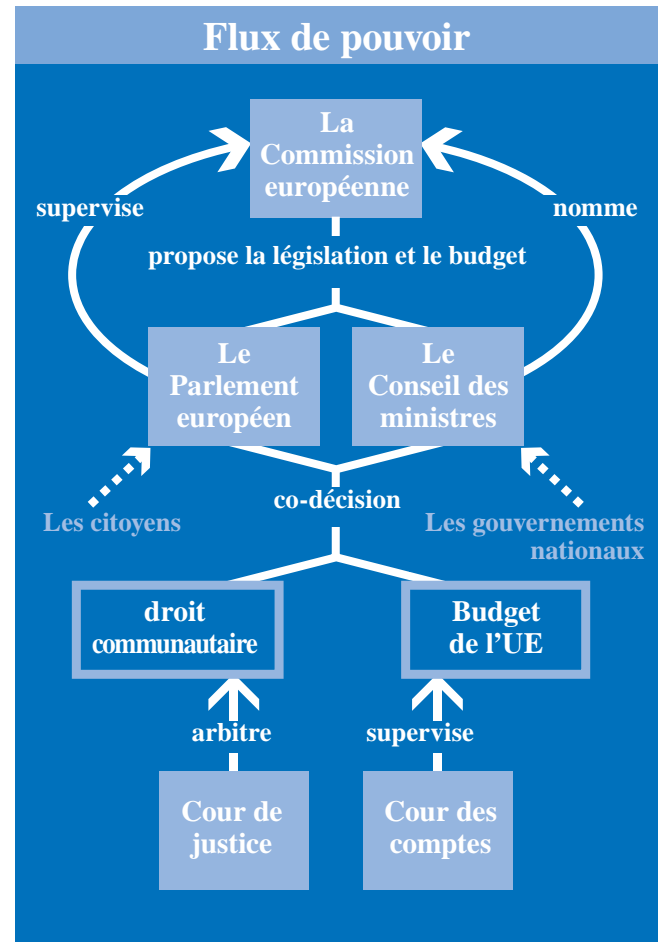
Le Parlement européen peut refuser une législation proposée dans ces domaines.

La Commission européenne

Elle est la seule institution pouvant lancer une législation. Elle s'assure également que les politiques de l'UE sont correctement mises en œuvre.

Une fois que la Commission a fait une proposition, pour une nouvelle loi ou le budget annuel, elle est soumise au Parlement et au Conseil des ministres qui l'accepte ou la rejette. L'unanimité est requise pour une modification, néanmoins, seule la majorité est nécessaire pour une adoption.

Aujourd'hui, la Commission est composée de 27 commissaires, un par État membre.



Autres institutions

Le Comité économique et social européen et le Comité des régions sont des comités consultatifs, composés respectivement des représentants des syndicats, des organisations d'employeurs et de consommateurs et d'autorités locales.

La Cour de justice européenne garantit le respect des traités communautaires dans les États membres, ainsi que la primauté du droit communautaire sur les droits nationaux.

La Cour des comptes européenne vérifie la collecte et la dépense des fonds communautaires.

La Banque centrale européenne est une institution indépendante responsable de la politique monétaire des 13 pays de la zone euro.

Thème 1 - Bien-être économique et social dans un monde de concurrence mondiale

Les flux de marchandises, de personnes, de services et de communications sont de plus en plus mondialisés. Des événements et l'activité humaine dans d'autres parties du monde ont des répercussions sur notre vie de tous les jours. L'environnement économique dans lequel évoluent l'UE et ses États membres est structuré à une échelle mondiale. La dépendance mutuelle est renforcée par de nouvelles technologies de communication.

Cependant, la population des pays européens vieillit et ne croît pas aussi rapidement que dans d'autres parties du monde. Certains estiment que le fait de relever ces défis entraîne plus d'opportunités que de difficultés pour notre bien-être. D'autres pensent l'inverse. Dans ce contexte, nous demandons :

De quelle manière peut-on maintenir la qualité des emplois et les prestations de retraites face à la concurrence et au vieillissement mondial ?

De quelle manière doit-on prendre des décisions sur ces sujets au sein de l'UE ?

Défis et opportunités - Emplois

Les citoyens ont besoin d'un emploi pour garantir des conditions de vie adéquates. De même, ils doivent faire preuve de niveaux élevés de compétences et d'adaptabilité afin de rester compétitifs dans un monde où les économies sont étroitement liées.

Certains pensent que l'UE n'est pas aussi performante que les États-Unis, en termes d'emploi et de croissance. Des pays comme la Chine, l'Inde, le Brésil et la Russie deviennent de plus en plus puissants du point de vue économique. En effet, ils produisent une part de plus en plus importante des biens que nous importons, et ils les fabriquent bien souvent avec une meilleure rentabilité, en raison de salaires plus faibles et de niveaux de protection sociale moins élevés.

De nos jours, les changements en Europe sont nombreux, en raison de nouvelles compétences, de nouvelles technologies, de nouveaux marchés et de la concurrence de la part de nouveaux pays émergents. D'aucuns pensent que ces changements entraînent de l'innovation, une plus grande productivité et adaptabilité, de nouvelles opportunités commerciales, ainsi des emplois plus nombreux et de meilleure qualité

D'autres pensent qu'ils menacent notre manière de vivre et nos emplois, et qu'ils nous poussent à réduire les coûts de production aux dépens des personnes, de l'innovation et de la prospérité à long terme, tout particulièrement en raison de pratiques de dumping.

Dans ce contexte :

Doit-on donner aux employeurs la possibilité d'engager et de licencier de manière flexible ? Les employés doivent-ils être plus ou moins protégés contre le chômage ?

Devons-nous être plus ou moins ouverts à la concurrence internationale en matière d'emploi ?

Le fait d'inviter de nouveaux pays à rejoindre l'UE est-il une bonne stratégie pour lutter contre la concurrence mondiale ?

Faits

En 2005, 8,7 % de la main d'œuvre européenne était sans emploi (5,1 % aux États-Unis).

7 % des travailleurs européens (15 millions) vit en dessous du seuil de pauvreté.

*Le **dumping** se produit lorsqu'un pays réduit le prix de ses biens en diminuant ou en n'appliquant pas ses taxes et ses normes par rapport à d'autres pays. Certains pays acceptent des journées de travail plus longues, voire même le travail des enfants, ce qui contribue à réduire artificiellement le prix de leurs exportations. C'est ce que l'on qualifie de « dumping social ». De même, le « dumping fiscal » implique la réduction des niveaux des impôts.

Approches différentes - Emplois

Diverses approches du marché du travail

	Arguments Pour	Arguments Contre
<p>Un État providence protecteur</p> <p>Les autorités publiques protègent les employés contre la perte d'emploi, établissent des normes et conditions rigoureuses pour la qualité de l'emploi. En outre, si quelqu'un perd son emploi, un haut niveau de protection lui est fournie.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Cela permet de favoriser la cohésion sociale et des emplois de haute qualité. 2. Cela permet de garantir la stabilité pour les travailleurs et un haut niveau de protection en cas de perte d'emploi. 3. Bien que les coûts à court terme risquent d'être élevés, à long terme, cela risque de coûter moins, puisque la stabilité d'emploi est garantie, et cela permet donc d'investir dans au fil du temps dans le développement de l'expérience et des compétences des employés. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les règles du marché du travail trop rigides agissent comme un élément dissuasif pour les employeurs qui recrutent. 2. Des indemnités de chômage généreuses découragent les chômeurs dans leur recherche d'emploi. Cela coûte cher et de nombreuses personnes vivent aux dépens de l'État. 3. Cela crée des inégalités car certains chômeurs ou certaines personnes ayant un emploi instable trouvent difficilement un emploi stable. Certains possèdent un emploi bien protégé tandis que d'autres ont un emploi précaire ou sont sans emploi.
<p>Combiner la flexibilité d'emploi et la sécurité</p> <p>Les autorités publiques protègent les personnes plutôt que l'emploi. L'embauche et le licenciement sont assez simples mais lorsque les personnes se retrouvent sans emploi, ils reçoivent un haut niveau de protection de la part des autorités locales.</p> <p>On appelle cela la « flexicurité ».</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Cette option combine le besoin de solidarité et la croissance économique, puisqu'elle couvre les risques de chômage tout en donnant une liberté adéquate aux employeurs. 2. Lorsqu'ils sont protégés, les employés sont encouragés à développer leurs compétences car ils peuvent se former et maintenir leurs droits de sécurité sociale d'un emploi à l'autre. 3. Cela permet aux personnes sans emploi d'avoir suffisamment de temps pour trouver un travail qui leur convient. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Cette approche n'est abordable qu'en période de croissance économique. Les travailleurs souffrent des libertés accordées aux employeurs qui licencient facilement. 2. Cela coûte cher et nécessite un haut niveau de redistribution et par conséquent des impôts élevés. 3. On place toute la responsabilité de trouver un travail et d'adapter ses compétences sur les individus. Cela peut très bien fonctionner pour les jeunes dont le niveau de formation est élevé mais pas pour les travailleurs plus âgés ou moins qualifiés.
<p>Un marché du travail sans contraintes</p> <p>Le marché du travail est très flexible et déréglementé. L'embauche et le licenciement sont très faciles.</p> <p>Les autorités publiques ne fournissent qu'un filet de sécurité minimal pour les chômeurs, comme par exemple une assistance temporaire mais aucune sécurité d'emploi.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Cette approche permet aux entreprises d'embaucher et de licencier plus facilement, et donc d'assurer une efficacité économique maximale. Puisqu'il est facile de licencier, il est aussi facile de créer de l'emploi. 2. Les coûts salariaux indirects, comme les contributions à la sécurité sociale, sont moins élevés. Cela favorise une concurrence internationale élevée. En outre, les employeurs engagent plus facilement. 3. Les employeurs et les personnes qui travaillent efficacement sont récompensés car le système encourage la mobilité et l'innovation. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Cette approche génère des inégalités. Tandis que certains en profiteront, de nombreuses personnes ne pourront pas rivaliser, car ils manquent de compétences ou n'auront pas la même facilité à changer d'emploi ou de lieu de travail. 2. De nombreux travailleurs vivent dans l'insécurité. Cela génère la pauvreté, le stress, des problèmes de santé et des tensions dans la société. 3. Un renouvellement de l'emploi empêche l'investissement à long terme dans les employés et affaiblit l'attachement des personnes à leur travail.

Diverses approches du marché du travail

	Arguments Pour	Arguments Contre
<p>Protéger les industries et les emplois nationaux</p> <p>Les autorités publiques souhaitent protéger les industries et les emplois contre les menaces extérieures, principalement en ayant recours à des taxes et des droits de douane pour les marchandises étrangères, en ayant des compensations pour les travailleurs lorsqu'une entreprise déménage, et en contrôlant les acquisitions d'industries nationales stratégiques par des étrangers.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. C'est la seule manière de traiter la concurrence déloyale de la part des pays en développement à bas salaires et de maintenir le mode de vie des communautés et les industries traditionnelles. 2. Cela permet d'être sûr que la compétition n'a pas lieu au détriment des personnes ou de l'environnement et que les règles du jeu sont équitables. 3. Conserver les industries stratégiques est essentiel pour préserver le contrôle du gouvernement sur l'économie. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Le protectionnisme n'est pas une solution durable sur le long terme. Il mène à des investissements dans des industries obsolètes, à moins de compétitivité et d'innovation. 2. Le choix du consommateur est limité par le fait que les services et biens à bas prix sont tenus à l'écart. 3. L'accès de nos industries aux opportunités sur les marchés étrangers est limité puisque d'autres pays pourraient décider de soutenir leurs industries et nous empêcher de compter sur nos avantages comparatifs par rapport à d'autres pays.
<p>Stimuler la création d'emploi via le libre-échange</p> <p>Les marchés sont ouverts, tant que possible, sur la concurrence internationale. Cela implique l'ouverture des échanges via la baisse ou l'élimination des droits de douanes.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Le libre-échange favorise l'innovation et des emplois de haute qualité et stimule la compétitivité internationale. 2. Cela permet aux consommateurs de bénéficier de biens et de services moins chers et plus variés et d'étendre les marchés pour nos produits, tout en favorisant la croissance dans les pays en développement. 3. Les investissements sont favorisés dans des domaines où les pays ont des avantages comparatifs plutôt que dans les secteurs non rentables. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Le libre-échange engendre une « course vers le bas », où les normes sont établies par ceux dont les règles sont les moins exigeantes. 2. Cela menace les nouvelles industries fragiles et coûte des emplois puisque certains pays ou régions voient leurs industries anéanties par des concurrents sans pitié et parfois subventionnés. 3. Un marché libre sans entrave est aussi limité en termes de protection sociale pour ceux qui font de mauvaises performances. Cela crée des gagnants et des perdants – avec peu de protection pour ces derniers.

Défis et opportunités - Pensions

Étant donné que les Européens vivent plus longtemps et ont moins d'enfants, l'Europe fait face à un nouveau défi : le vieillissement. Il aura des conséquences sérieuses sur l'économie puisque moins de travailleurs soutiendront les coûts des pensions et des soins de santé des personnes retraitées.

Les systèmes de pensions actuels se classent en trois grandes catégories :

« **Méthode de financement par répartition** » - les pensions sont payées par les travailleurs actuels. Des pensions privées complémentaires sont encouragées bien que les pensions publiques restent la principale source de revenu pour les personnes âgées.

Système à piliers multiples – le système de pension d'état ne garantit qu'une pension de base relativement faible qui est financée par les cotisations et les impôts. Afin de maintenir leur niveau de vie une fois retraités, les employés doivent prendre des dispositions supplémentaires concernant leur pension. Il existe des régimes de retraite professionnels par capitalisation où les cotisations peuvent être obligatoires ou optionnelles. On trouve ce type de systèmes de pensions, où les deuxième et troisième piliers sont solides, dans les pays anglo-saxons ainsi qu'aux Pays-Bas et au Danemark.

Faits

Aujourd'hui, pour la pension d'une personne de plus de 65 ans, il faut quatre travailleurs. En 2050, il n'y aura plus que deux travailleurs pour la pension d'une personne de plus de 65.

On considère en effet que le pourcentage d'adultes européens de 65 ans ou plus aura doublé par rapport au pourcentage actuel.

Comment agir pour que le vieillissement n'engendre pas la pauvreté parmi les personnes âgées ?

De quelle manière peut-on éviter des cotisations et des taux d'imposition excessivement hauts tout en proposant des systèmes de retraite adéquats ?

Approches différentes - Pensions

Approches	Arguments Pour	Arguments Contre
<p>« Solutions démographiques -</p> <p>Ces options consistent à augmenter le nombre de nouveaux venus sur le marché du travail, via la croissance démographique, qui peuvent être encouragés, par exemple, en :</p> <p>➔ Proposant des incitations afin d'avoir des enfants</p> <p>Encourageant l'immigration et la mobilité dans l'UE</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Encourager un taux de natalité supérieur contribue à renouveler la population et à améliorer le taux travailleurs / retraités, sur le long terme. 2. L'immigration basée sur les besoins économiques contribue à maintenir une offre de travailleurs adéquate. 3. L'élargissement stimule la croissance économique. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Des mesures visant à encourager les personnes à avoir des enfants sont inefficaces et onéreuses. Nous ne pouvons pas en faire davantage concernant le problème du taux de natalité. Par ailleurs, dans certains cas, ces mesures tendent à diminuer le taux d'emploi des femmes. 2. De plus en plus de migrants seraient nécessaires pour payer nos pensions. Cela se traduirait en problèmes d'intégration. 3. L'ajout de nouveaux États membres ne contribue pas à payer les pensions dans les plus anciens États membres.
<p>Augmenter le niveau d'emploi des travailleurs plus âgés</p> <p>Cette option encourage l'emploi des personnes plus âgées, par exemple via :</p> <p>➔ L'introduction de plus de flexibilité, afin de permettre aux travailleurs plus âgés de travailler plus longtemps.</p> <p>Une meilleure insertion des personnes âgées dans le marché du travail.</p> <p>Des pensions plus élevées pour ceux qui prennent leur retraite plus tard.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Augmenter le nombre de personnes plus âgées sur le marché du travail contribue à maintenir le taux des travailleurs/ retraités. 2. Augmenter le niveau d'emploi des travailleurs plus âgés permet aux personnes qui sont toujours productives de travailler et de contribuer à la prospérité générale. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. La retraite anticipée réduit le chômage et libérant des emplois. À l'inverse, le fait de garder des travailleurs plus âgés et moins productifs sur le marché de l'emploi prive les travailleurs plus jeunes de ces emplois. 2. Les travailleurs plus âgés sont moins productifs. Le fait de les garder sur le marché de l'emploi se révèle onéreux et inefficace.
<p>Un système de pension publique révisé</p> <p>Cela implique le maintien des méthodes de financement par répartition, pour les ajuster au changement démographique. Par exemple, en reportant l'âge de la retraite, en diminuant les niveaux des pensions et en augmentant le niveau des cotisations requises.</p> <p>➔</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Étant donné l'augmentation de l'espérance de vie, il est naturel de reporter l'âge de la retraite. Les personnes vivent plus longtemps et entrent plus tard sur le marché du travail. Le contrat social doit prendre ces éléments en compte. 2. Il ne sera possible que les systèmes de pension survivent sans dilapider les finances publiques qu'à condition que les personnes prennent leur retraite plus tard et/ou qu'elles payent davantage. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Cela modifie le contrat social. La promesse qui consiste à assurer des pensions adéquates doit être tenue. Si les pensions sont réduites alors que les personnes ont travaillé dur et qu'ils comptaient dessus, c'est injuste. 2. Certains travailleurs doivent prendre leur retraite plus tôt, en raison de la pression du travail ou de lourdes exigences physiques. Le fait de les maintenir sur le marché du travail entraîne plus de chômage et de demandes de pensions d'invalidité.
<p>Encourager le recours plus important au financement privé</p> <p>Cette option implique le fait de mettre plus de poids, de risque et de possibles bénéfices sur les épaules des personnes que la méthode de financement par répartition.</p> <p>➔</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Cela engendre un sentiment de responsabilité individuelle, tout en allégeant la pression sur les finances publiques. Si les travailleurs dépendent davantage de leurs propres épargnes, le taux de travailleurs/retraités a moins d'incidence sur les finances publiques. 2. Ce système est suffisant pour protéger les personnes d'un désastre, tout en laissant la place à l'initiative individuelle. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Le poids de la responsabilité incombe trop aux travailleurs. Certains tirent des bénéfices, tandis que d'autres investissent mal et finissent dans la pauvreté. 2. Ce système comporte des risques qui sont trop élevés car il dépend des fluctuations boursières.

Niveau d'action – Emplois et pensions

Que fait l'UE à présent

Aujourd'hui, les États membres assument personnellement leurs responsabilités en matière de politique d'emploi et de pensions. Quel que soit le niveau de coordination communautaire, il est basé sur l'accord volontaire des gouvernements concernant les objectifs politiques, le partage d'informations et la recherche de convergence politique. C'est ce que l'on qualifie de « méthode de coordination ouverte ».

Ils définissent des objectifs et des buts communs au niveau communautaire conformément à la **Stratégie d'emploi européenne (SEE)**.

Par ailleurs, la Commission consent à une aide financière aux autorités nationales et infranationales dans leur lutte contre le chômage et l'exclusion sociale, principalement via le **Fonds social européen (FSE)**. Il s'agit de l'un des **fonds structurels** de l'UE, qui vise à réduire les différences de prospérité et de niveau de vie dans les États membres et les régions de l'UE. Conformément à cette politique, un tiers du budget de l'UE est consacré à l'aide des régions les moins prospères de l'UE.

Dans le domaine des pensions, l'UE encourage la hausse des emplois des personnes âgées. Jusqu'à présent, l'unique action législative importante de l'UE a été de créer un **marché unique des pensions complémentaires**, afin de faciliter la mobilité des personnes dans les pays de l'UE.

Certains estiment que la coordination n'est pas suffisante, que les réponses de l'UE sont trop faibles pour s'attaquer aux niveaux de chômage obstinément élevés et pour garantir des prestations de retraite adéquates.

D'autres estiment que ces sujets devraient être laissés aux États membres, qui sont mieux placés pour mettre en œuvre des politiques qui conviennent à leurs exigences particulières, façonnées par leur histoire, leurs économies, leur type d'industrie, etc. Certains affirment qu'une coordination rigide empêche les réformes et entrave l'innovation.

Faits

Les fonds structurels représentent plus de 40 % du budget de l'UE et le FSE près de 10 %.

Dans quelle mesure les gouvernements de l'UE devraient-ils – ou ne devraient-ils pas – coordonner les décisions en matière d'emploi et de pensions ?

Aujourd'hui


Arguments Pour Arguments Contre
**Approche 1
L'UE prend des
décisions collectives**

1. Les politiques communes en matière d'emploi et de pensions encouragent l'harmonisation des conditions de travail, de la mobilité des travailleurs entre les pays, ainsi que la solidarité pour faire face à la concurrence mondiale.
2. Une coordination simple s'est montrée insuffisante pour résoudre nos problèmes.
3. Une meilleure harmonisation communautaire rend le marché commun encore plus complet. Par exemple, un marché commun peut aussi exister pour des plans d'épargne-pension supplémentaires

1. Les États membres ne peuvent accepter une approche commune ou une solution uniformisée car les traditions d'État providence et les structures économiques sont trop différentes.
2. Cela renforcera la bureaucratie au niveau de Bruxelles et réduira la capacité des gouvernements à poursuivre les politiques qui leur semblent les plus adéquates.
3. Il existe un risque de nivellement vers le plus coûteux des systèmes. Les pays et les régions les plus riches paieront pour les moins efficaces.

**Approche 2
Vitesse multiple**

1. Chaque pays possède des besoins spécifiques et doit pouvoir décider de son niveau de coopération avec les autres États membres.
2. Cette approche permet aux États membres d'effectuer des essais sans pour autant enfreindre la coordination ou la réglementation européenne.

1. Des considérations nationales propres peuvent avoir la priorité sur la solidarité, l'intégrité de l'UE et la capacité de l'UE à jouer un rôle sur la scène mondiale.
2. Il en résultera une différence importante entre les groupes de pays.

**Approche 3
Support,
coordination, action
complémentaire**

1. L'approche de coordination actuelle fonctionne car elle est basée sur une forme de pression uniformisante et sur un processus de dénonciation et de reproches qui contribue à ce qu'aucun État membre ne souhaite être considéré comme un mauvais élève.
2. Les États membres restent libres de décider la manière de mettre en œuvre les lignes de conduite européennes et d'établir des politiques adaptées à leurs propres besoins.

1. Cette approche ne fonctionne pas car il n'existe aucune sanction pour les états à la traîne.
2. Certains pays sont tentés de poursuivre leurs intérêts personnels aux dépens d'autres pays, ce qui pourrait engendrer un dumping social et fiscal.

**Approche 4
Pas de rôle de l'UE**

1. Les gouvernements nationaux sont les mieux placés pour décider.
2. Cette approche permet aux différents pays ou régions d'expérimenter différentes solutions, ce qui entraînerait l'innovation et une concurrence saine.

1. Les disparités augmentent. Cette option encourage des pratiques de concurrence déloyale, comme le dumping social et fiscal. Certains pays sont obligés de suivre la voie d'autres pays ayant de bas niveaux de protection.
2. Les économies nationales ne peuvent à elles seules concurrencer les États-Unis ou la Chine.

Thème 2 : Notre rôle dans le monde

La Guerre froide a divisé la plupart du monde en deux camps pendant 40 ans. Son terme a entraîné un ordre mondial plus complexe et plus fragile.

Désormais, le terrorisme mondial constitue de nouveaux défis pour les gouvernements. La concurrence pour des ressources naturelles rares, comme le pétrole, le gaz, les minéraux et l'eau génère de nouvelles sources de tension géopolitique. Le changement climatique a des conséquences négatives importantes et exige des solutions à l'échelle mondiale.

De quelle manière l'UE devrait-elle intervenir dans les affaires mondiales afin de résoudre des conflits, de promouvoir la paix et de garantir sa propre sécurité sur son territoire ?

De quelle manière doit-on prendre des décisions sur ces sujets ?

Défis et opportunités – La paix et la sécurité mondiale

Des tensions surviennent tandis que de plus en plus de pays développent leurs capacités en matière d'armes de destruction massive, y compris en matière d'armes nucléaires. L'extrême pauvreté subsiste dans de nombreuses régions et contribue à augmenter les flux migratoires mondiaux.

Aujourd'hui, parmi les conflits les plus dangereux, citons les guerres en Irak et en Afghanistan, la guerre civile dans la région du Darfour au Soudan, le conflit opposant Israël et les Palestiniens, les mouvements séparatistes dans le Caucase et les conséquences de la guerre au Kosovo.

Plusieurs pays européens ont engagé des troupes pour soutenir les invasions de l'Afghanistan en 2001 et de l'Irak en 2003, sous la tutelle américaine. En effet, tandis que la France et l'Allemagne s'opposaient à une intervention en Irak, le Royaume-Uni, la Pologne, le Danemark, l'Italie, l'Espagne et les Pays-Bas participaient à la coalition menée par les États-Unis. Au Liban, suite à la guerre qui a eu lieu au cours de l'été 2006, l'Italie a pris la direction d'une force terrestre renforcée des Nations Unies (ONU) afin de restaurer la paix et la sécurité internationale dans la zone frontalière entre Israël et le Liban.

Ces dernières années, les pays de l'UE ont été critiqués, tant pour leur intervention militaire (ex. en Irak) que pour leur non-intervention militaire (ex. dans les années 1990 lors du génocide au Rwanda et dans le conflit de l'ex-Yougoslavie).

Les changements qui surviennent dans ses environs immédiats revêtissent une grande importance pour l'UE. À présent, il existe trois pays candidats : la Turquie, la Croatie et la Macédoine. D'autres peuvent éventuellement poser leur candidature, tout particulièrement des pays des Balkans orientaux, la Géorgie, l'Ukraine et la Biélorussie.

Avant qu'un pays candidat ne puisse rejoindre l'UE, il doit disposer d'un système de gouvernement démocratique stable, garantir la règle de droit et le respect des droits de l'homme. Il doit avoir une économie de marché qui fonctionne bien, ainsi qu'une administration capable de mettre en œuvre le droit et les politiques communautaires. Les conditions d'adhésion particulières pour chaque pays candidat sont décidées lors de négociations avec la Commission européenne sur plusieurs années.

Faits

Le Royaume-Uni et la France sont les seuls pays de l'UE à posséder des armes nucléaires. Les autres pays qui disposent d'un armement nucléaire reconnu sont les États-Unis, la Russie, la Chine, l'Inde et le Pakistan.

En 2006, les 27 États membres de l'UE ont engagé 11 632 soldats dans des missions de maintien de la paix.

La population turque est plus importante que celle de tout membre de l'UE, excepté l'Allemagne. Ensemble, les trois candidats viendraient augmenter la population totale de l'UE de 16%.

L'UE et ses membres devraient-ils jouer un rôle actif sur la scène mondiale ?

Comment peut-on maximiser l'influence de l'UE sur des pays qui sont ses voisins immédiats ?

Quels outils d'influence internationale devraient être favorisés par l'UE et ses États membres ?

Voici deux exemples de défis étrangers

Le programme nucléaire iranien

Jusqu'en 2007, l'Iran n'était pas reconnu comme pays possédant des capacités en matière d'armement nucléaire et il avait signé le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) qui renonce à cette possession. Cependant, un certain nombre de pays, y compris les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, ont accusé l'Iran d'avoir une intention secrète de développer un programme d'armement nucléaire, tandis que l'Iran déclare que son but est de générer des sources d'énergie. Toutefois, il a rejeté une proposition de l'UE visant à aider l'Iran à mettre en œuvre un « programme de recherche et de génération d'énergie nucléaire civil sécurisé, économiquement viable et anti-prolifération ».

En 2006, le Conseil de sécurité des Nations Unies a voté une résolution qui demande à l'Iran de suspendre ses activités nucléaires et qui approuvait le fait d'imposer des sanctions à l'Iran. Avec l'accord américain, l'UE a tenté de faire adopter un engagement contraignant à l'Iran afin de ne pas développer un potentiel d'enrichissement d'uranium en lui proposant des matériaux et un autre soutien à long terme qui faciliterait la génération d'électricité au moyen de l'énergie nucléaire.

Certaines personnes prétendent que la communauté internationale devrait persister dans sa menace de sanctions et dans sa proposition d'incitations à l'Iran pour le persuader de ne pas développer un potentiel d'armement nucléaire.

D'autres estiment qu'un état iranien doté d'un armement nucléaire serait tellement déstabilisant dans le Moyen-Orient qu'une attaque visant à détruire les installations nucléaires iraniennes constituerait l'option la plus efficace.

Le changement climatique

L'effet des activités humaines sur le climat se fait de plus en plus ressentir. En effet, la production et l'utilisation d'énergie en particulier provoquent des émissions de polluants qui modifient les températures, entraînant des impacts sur l'environnement et l'existence des personnes. Le problème est mondial, par conséquent, des solutions doivent être mises en œuvre par les pays, tout en étant coordonnées de manière internationale (si certains pays réduisent leurs émissions de polluants alors que d'autres ne le font pas, le problème subsiste).

La dépendance énergétique

En outre, les pays de l'UE dépendent de l'importation pour plus de la moitié de l'énergie qu'ils consomment. Il est prévu que cette dépendance augmente tandis que les ressources nationales diminueront. Selon des prévisions officielles, les pays de l'UE dépendront des importations de Russie à raison de 70 % pour l'alimentation en gaz d'ici 2030. À plusieurs occasions, la Russie a utilisé cette alimentation en énergie pour mettre ces voisins sous pression.

Approches différentes – La paix et la sécurité mondiale

Arguments Pour Arguments Contre

Différentes approches concernant les relations de l'UE avec le reste du monde

Isolationnisme

Les pays se retirent de la scène internationale et se concentrent sur la protection de leur sécurité sans s'impliquer dans les conflits étrangers.

1. Cela permet d'éviter les interventions militaires et les pertes humaines et financières.
2. Les conflits étrangers ne nous regardent pas et la meilleure manière d'assurer notre sécurité est de ne pas se faire d'ennemis.

1. Moralement, l'inaction est inacceptable lorsque des personnes innocentes sont tuées et il est de notre intérêt à tous d'œuvrer pour la paix mondiale.
2. Il est irréaliste de penser que nous pouvons nous protéger nous-mêmes contre des conflits mondiaux ou des menaces extérieures en nous retirant de la scène internationale.

Alignement avec les États-Unis

Les pays ne cherchent pas à augmenter leur influence sur la scène internationale. Ils se reposent sur les États-Unis et l'OTAN pour assurer notre sécurité en suivant les États-Unis dans les affaires internationales.

1. L'Europe sera sous la protection des États-Unis, notre allié traditionnel. Les moyens américains sont les plus appropriés pour protéger l'Europe contre les menaces extérieures
2. C'est la seule façon de garantir l'unité des pays de l'UE car leurs approches et leurs relations historiques sont trop complexes pour générer une action extérieure commune et efficace.
3. Cela permet à l'UE de s'aligner sur les intérêts des États-Unis et de présenter un front uni face au terrorisme et aux puissances émergentes comme la Chine et la Russie.

1. Les pays de l'UE et les États-Unis ont un point de vue différent sur les relations internationales. Par exemple, l'approche américaine, concernant la démocratie, les droits de l'homme et le changement climatique, est différente de celle de l'Europe.
2. Les intérêts de l'UE et des États-Unis ne sont pas les mêmes. La dépendance énergétique envers la Russie affecte par exemple plus l'Europe que les États-Unis.
3. Cela favoriserait une désunion des pays de l'UE car certains souhaiteront avoir une relation spéciale avec les États-Unis tandis que d'autres préféreront agir de manière indépendante.

Une force régionale dans un monde multipolaire

Les États membres et l'UE souhaitent renforcer leur influence et avoir une incidence sur le cours des événements dans le monde. Ils n'hésitent pas à prendre des initiatives internationales sans l'appui des États-Unis.

1. Cela contribue à la stabilité mondiale. Un monde multipolaire implique un équilibre juste entre les pays alors que la domination unilatérale américaine a montré ses limites (en Irak et en Afghanistan).
2. Cela renforce la capacité des pays de l'UE de promouvoir leurs intérêts économiques et leur réputation sur la scène internationale, en tant que force régionale dotée d'une influence et capable, par exemple, de contribuer à résoudre des conflits.

1. Les avis des pays européens sont trop différents. Ils ne parviennent pas à se mettre d'accord sur des sujets internationaux.
2. Elle est trop idéaliste et n'est pas pertinente dans l'actuel contexte géopolitique changeant, avec la domination des États-Unis, l'émergence de la Chine et d'autres pays. L'Europe doit choisir entre ces puissances.

Arguments Pour Arguments Contre

Différents modes d'intervention

Développement du « pouvoir discret » et de l'influence diplomatique

Les pays cherchent à augmenter leur influence sur les affaires mondiales via des moyens non-militaires (« pouvoir discret »), comme la politique commerciale, les embargos, l'assistance au développement et les menaces d'isolement politique et diplomatique.

1. Les interventions militaires sont onéreuses et causent souvent plus de tort que de bien.
2. Les pays de l'UE manquent de puissance militaire pour intervenir dans les conflits.
3. L'UE a le plus grand marché et les plus importants budgets en matière d'aide au monde. Il s'agit d'importants moyens de pression pour influencer d'autres pays.
4. Les pays de l'UE ont un important réseau de missions diplomatiques et de liens historiques avec les pays du monde entier. Ils sont bien placés pour agir en tant que négociateurs honnêtes dans les conflits.

1. Le « pouvoir discret » est inefficace pour s'occuper des conflits les plus sérieux du monde.
2. Les sanctions économiques nuisent aux personnes ordinaires et changent rarement le comportement de gouvernements hostiles.
3. Les diplomaties communautaires sont trop divisées et dispersées pour influencer efficacement les affaires du monde.

Intervention militaire sous un mandat de l'ONU

La force militaire peut être utilisée pour intervenir dans les conflits mondiaux mais uniquement avec l'aval des Nations Unies.

1. Cela exige que la communauté internationale doit s'accorder sur une intervention militaire, en garantissant ainsi le soutien de la communauté internationale.

2. L'ONU est une protection contre les interventions militaires mal pensées et il confère une légitimité qui n'existerait pas autrement.

1. Le fait de chercher l'approbation des NU ralentit le processus, étant donné que des pays comme la Chine, la Russie et les États-Unis disposent du droit de veto.

2. Qu'il y ait un mandat de l'ONU ou non, une intervention militaire est plus susceptible d'exacerber un conflit mondial plutôt que d'entraîner une résolution.

Intervention militaire unilatérale

Les pays utilisent leur puissance militaire pour intervenir dans les zones de troubles mondiales, si nécessaire sans être nécessairement soutenus par les Nations Unies.

1. Dans le cas de conflits armés, la seule manière d'arrêter les combats est d'intervenir militairement avec la force adéquate.
2. Le fait d'être prêt à intervenir militairement a un important effet dissuasif, ce qui empêche donc les conflits de survenir dès le départ.

1. Les situations actuelles en Irak et en Afghanistan démontrent que même les États-Unis, la plus importante puissance militaire du monde, ne parvient pas à atteindre ses objectifs en utilisant uniquement l'action militaire.
2. L'intervention militaire va au détriment de la sécurité mondiale, en raison de l'escalade des conflits.

Différentes approches du voisinage immédiat de l'UE**Pas de politique de voisinage et pas d'élargissement supplémentaire**

L'UE devrait se concentrer sur son développement interne sans chercher à développer des relations privilégiées avec les pays voisins.

Un élargissement supplémentaire est exclu.

1. Les États membres les plus riches ne peuvent se permettre de verser d'importants subsides aux états plus pauvres.

2. Au plus l'UE s'élargit, au plus il est difficile de parvenir à une intégration plus profonde et de parvenir à un accord entre les États membres. La priorité devrait être un renforcement de son noyau.

1. Mettre fin au processus d'élargissement réduit l'influence de l'UE sur le développement politique et économique des pays voisins.

2. Mettre fin à l'élargissement donne l'impression que l'UE est tournée vers l'intérieur, en réduisant ainsi son influence, y compris au Moyen Orient.

Pas d'élargissement mais une plus grande importance accordée à nos voisins

Aucun nouveau pays ne rejoint l'UE, mais des relations privilégiées avec les pays voisins sont encouragées. Sous cette « politique de voisinage », l'UE et les pays situés dans son voisinage immédiat conviennent de réformes politiques et économiques.

1. La force d'attraction des pays de l'UE peut stimuler des changements très importants dans les pays voisins.

2. Il est plus efficace de construire un noyau dur européen, tout en faisant bénéficier les pays voisins de certains aspects de l'UE, plutôt que de vouloir intégrer trop de pays trop vite.

1. Les pays candidats actuels ne se satisferont pas d'une relation de deuxième rang avec l'UE. Ils voudront être membres à part entière. Cela risque d'attiser le sentiment anti-européen et de produire un contrecoup plutôt que d'encourager les réformes et le développement dans ces pays.

2. Plus l'UE est grande, plus les avantages économiques et politiques sont grands.

Élargissement restreint

L'UE devrait continuer à négocier avec les candidats existants tout en expliquant clairement qu'ils devront attendre longtemps avant d'être membres.

Les nouvelles demandes d'adhésion ne doivent pas être encouragées.

Les critères d'adhésion sont stricts et appliqués rigoureusement.

1. La perspective d'élargissement est un outil puissant pour la promotion des valeurs et des intérêts européens. Par conséquent, il est important de ne pas mettre fin au processus d'élargissement.

2. Les pays comme la Turquie sont loin d'être prêts à rentrer dans l'UE, mais la porte ne devrait pas rester fermée. Il est important que toutes les conditions d'adhésion soient remplies. Cela peut prendre un certain temps.

1. Ralentir les négociations d'élargissement risque de diminuer le sentiment pro-européen dans les pays candidats et donc de réduire les incitations à mettre en œuvre les réformes politiques et économiques.

2. La capacité de l'UE à intégrer de nouveaux membres a été affectée par les récentes adhésions. Les élargissements futurs devraient se faire prudemment et progressivement.

Élargissement ouvert

L'UE devrait avancer dans les négociations avec les pays candidats aussi vite que possible.

La liste des candidats est ouverte. Les critères d'admission sont suffisamment flexibles pour ne pas empêcher de nouvelles candidatures.

1. Il s'agit de l'incitation la plus convaincante pour que les pays candidats mettent en œuvre les réformes politiques et économiques. Les nouveaux États membres augmentent la taille du marché unique européen, stimulent la croissance économique, fournissent de la main-d'œuvre à bas prix et donc le besoin de délocalisation hors de l'Europe disparaît.

2. Plus l'UE est grande, plus elle est puissante sur la scène internationale.

3. L'adhésion de la Turquie aiderait le Moyen-Orient en créant un pont entre l'Europe et le monde musulman.

1. L'UE a déjà connu deux élargissements au cours des quatre dernières années. Il faut maintenant passer au processus de consolidation.

2. Un élargissement supplémentaire rendrait l'Europe trop différente en termes de santé, d'ethnicité, de religion, de culture et d'éducation. Il est temps de définir les frontières de l'Europe.

3. L'adhésion de la Turquie augmenterait la migration des turcs vers les pays de l'UE.

Niveau d'action – La paix et la sécurité mondiale

Que fait l'UE à présent

Actuellement, les compétences en matière de relations étrangères sont essentiellement aux mains des États membres. Toutefois, le rôle de l'UE va se développer avec le temps.

Alors que l'Union s'élargit, elle doit définir ses relations avec le reste du monde. Par conséquent, depuis 1993, elle développe une politique étrangère et de sécurité commune (PESC) pour permettre une action conjointe. En 1999, l'Union a nommé un haut représentant pour la PESC.

L'UE ne possède pas d'armée européenne à commandement central. Néanmoins, les armées des États membres sont parmi les mieux équipées au monde. Les pays de l'UE jouent un rôle important au sein de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord).

L'UE fournit des fonds pour des initiatives internationales spécifiques (comme par exemple à l'administration civile de l'ONU au Kosovo, aux autorités palestiniennes). En 2003, l'UE a débuté ses premières missions dans les Balkans de l'Ouest et en Afrique Centrale dans le cadre de sa politique européenne de sécurité et de défense.

L'UE possède une politique commerciale commune, qui est une compétence exclusive : les États membres ne sont pas libres de décider de leurs propres politiques commerciales indépendamment de l'UE.

L'UE fournit une aide aux pays en développement. Elle peut suspendre ou annuler les échanges commerciaux avec un pays partenaire si ce dernier viole les droits de l'homme et il en va de même pour l'aide qu'elle fournit.

L'UE a aussi développé une « politique de voisinage » avec des pays d'Afrique du Nord, du Moyen-Orient, des Balkans et de l'Europe de l'Est. Elle se base sur un engagement mutuel pour la démocratie et le respect des droits de l'homme, la règle de droit, la bonne gouvernance, les principes d'économie de marché et le développement durable.

L'UE possède une représentation diplomatique à l'étranger. Certains affirment que l'UE devrait siéger au Conseil de sécurité des Nations Unies au lieu de la France et du Royaume-Uni.

Certains affirment que la coordination n'est pas suffisante, que l'Union n'a pas d'outils assez puissants, ni même de stratégies assez cohérentes à sa disposition, pour s'attaquer aux problèmes de sécurité mondiale.

D'autres affirment que ces matières doivent être laissées aux États membres, mieux placés pour s'attaquer à ces problèmes.

Faits

19 pays membres de l'UE font partie de l'OTAN.

Avec la Chine, la Russie et les États-Unis, le Royaume-Uni et la France font partie des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Les pays de l'UE pris ensemble représentent le plus grand exportateur mondial et le second importateur (après les États-Unis).

L'UE et ses membres fournissent une aide plus importante que tous les autres donateurs.

Les États membres de l'UE dépensent environ 1 % de leur budget total dans l'aide extérieure. Avec l'UE, ils donnent environ deux fois plus que les États-Unis.

Dans quelle mesure les décisions en matière de relations étrangères doivent-elles être prises par l'UE ou par les États membres de manière individuelle ?

Dans quelle mesure doit-il y avoir coordination ou consultation (si elle existe) ?

Aujourd'hui



Approche 1 L'UE prend des décisions collectives

1. La prise de décision en matière de sécurité mondiale au niveau de l'UE représente une force plus puissante qu'au niveau des États membres pris individuellement.
2. Cela crée une solidarité entre les États membres face à des stratégies concurrentes d'autres pays.
3. Cela permet un possible développement d'une politique économique et sociale européenne bénéfique pour les citoyens européens.

1. C'est irréaliste de croire que les États membres accepteront une approche commune. Les différences de priorités et de stratégies sont trop grandes.
2. Cela risque de créer une trop grande centralisation à Bruxelles et des tensions entre les États membres.
3. Cela peut entraîner une réduction de la souveraineté des États. Cela empêcherait les gouvernements de poursuivre les politiques qu'ils considèrent les meilleures pour leur peuple.

Approche 2 Vitesse multiple

1. L'autonomie nationale est mieux respectée. Les pays peuvent décider de coopérer avec d'autres s'ils pensent que c'est nécessaire.
2. Chaque pays possède des besoins et des aptitudes spécifiques et doit pouvoir décider de son niveau de coopération avec les autres États membres.

1. Sans une coordination efficace, le rôle de l'Europe dans le monde sera amoindri. Les pays européens ne sont pas suffisamment puissants pour agir seuls sur la scène internationale.
2. Le risque est que certains pays 'exploitent' les efforts des autres.

Approche 3 Support, coordination, action complémentaire

1. En réalité, les États membres coordonnent déjà de temps à autre de manière informelle, et cela fonctionne suffisamment bien.
2. Cela permet d'agir lorsque les pays de l'UE sont d'accord (par exemple pour des opérations de maintien de la paix ou des projets de reconstruction dans des régions qui ont subi un conflit) sans compromettre l'indépendance nationale.

1. Cette approche ne produit pas des stratégies internationales durables et cohérentes qui pourraient faire de l'UE un véritable acteur international.
2. Si l'on recherche une coordination simple au lieu d'une prise de décision collective, certains états pourraient être tentés d'exploiter les efforts potentiels d'autres états afin de poursuivre leurs propres intérêts.

Approche 4 Pas de rôle de l'UE

1. Chaque État membre a ses propres priorités en ce qui concerne les problèmes internationaux. Les gouvernements nationaux sont donc les mieux placés pour décider de l'action à entamer.
2. Engager des troupes dans une action militaire est une décision tellement sérieuse et difficile qu'il vaut mieux qu'elle reste aux mains des gouvernements élus au niveau national.

1. À moins que les États membres n'agissent ensemble, ils ne peuvent s'attendre à faire la différence sur la scène mondiale. En effet, ils sont trop petits pour avoir une influence importante face à des puissances telles que les États-Unis, la Russie et la Chine.
2. Il existe un lien direct entre le développement interne de l'UE et ses actions au niveau international. La coordination au sein de l'UE ne peut être efficace sans une coordination en dehors de l'UE.

Où puis-je trouver davantage d'informations et poser des questions ?

À propos de l'initiative :

www.tomorrowseurope.eu

Téléphone : + 32 2 229 11 59

► **Donnez votre avis sur YAHOO! Réponses**

Anglais : <http://uk.answers.yahoo.com>
Allemand : <http://de.answers.yahoo.com>
Français : <http://fr.answers.yahoo.com>
Italien : <http://it.answers.yahoo.com>
Espagnol : <http://es.answers.yahoo.com>

► **Afin de suivre les affaires actuelles de l'UE, nous vous recommandons EurActiv, un portail média :**

UE : <http://www.euractiv.com/en/> Anglais
<http://www.euractiv.com/fr/> Français
<http://www.euractiv.com/de/> Allemand
Bulgarie : <http://evropa.dnevnik.bg/>
République tchèque : <http://www.euractiv.cz/>
France : <http://www.euractiv.fr/>
Hongrie : <http://www.euractiv.hu/>
Pologne : <http://www.rzeczpospolita.pl/europa/>
Roumanie : <http://www.euractiv.ro/>
Slovaquie : <http://www.euractiv.sk/>

► **Partis politiques représentés au Parlement européen :**

Groupe du Parti Populaire Européen (Démocrates-Chrétiens) et des Démocrates Européens <http://www.epp-ed.eu>

Groupe Socialiste au Parlement européen : <http://www.socialistgroup.eu>

Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe : <http://www.alde.eu/>

Groupe Union pour l'Europe des Nations : <http://www.uengroup.org>

Groupe des Verts / Alliance libre européenne : <http://www.greens-efa.org>

Groupe Confédéral de la Gauche Unitaire européenne – Gauche Verte Nordique : <http://www.guengl.eu>

Groupe Identité, Tradition et Souveraineté : <http://www.its-pe.eu>

Groupe Indépendance/Démocratie : <http://indemgroup.org/>

Tomorrow's Europe a été mis en place et coordonné par Notre Europe



Cette initiative a reçu le soutien de...

Le partenaire organisationnel



Sponsors

Renée B. Fisher Foundation, Inc.



Partenaires



la Commission européenne dans le cadre du Plan D



Le Parlement européen et le Comité économique et social européen accueilleront l'événement.



À propos du sondage délibératif®

Le sondage délibératif® est un processus de consultation publique dans lequel les échantillons scientifiques sont sondés avant et après avoir eu l'occasion de délibérer sérieusement sur ces sujets. Le processus a d'abord été développé par le professeur James S. Fishkin en 1988. Ses applications aux pays du monde entier ont toutes été des collaborations avec le professeur Robert C. Luskin. Ils ont mené des projets avec divers partenaires aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Australie, au Canada, au Danemark, en Italie, en Bulgarie, en Hongrie, en Chine et en Irlande du Nord.

Le concept de sondage® délibératif est une marque déposée de James S. Fishkin. Tous les revenus générés par la marque déposée sont utilisés pour soutenir la recherche au Center for Deliberative Democracy de l'Université de Stanford.

Pour en savoir plus sur le sondage délibératif : <http://cdd.stanford.edu>

Ce document a été rédigé par *Notre Europe*, avec l'aide du Conseil européen des relations extérieures, d'Euractiv, du Centre d'études politiques européennes, de l'Institutul European din România (Institut européen de Roumanie), du Centre de politique publique PROVIDUS, de Renaud DEHOUSSE, du Centre de stratégies libérales, de Nyt Europa, du Real Instituto Elcano de Estudios Internacionales (Institut royal Elcano d'études internationales) et d'E3G.

La version originale de ce document a été rédigée en anglais. Les versions traduites peuvent varier.

Finalisée le 7 septembre 2007.